

A l'électoratisme, préférons la solidarité!

Le 16 mars, le Conseil national a mené un débat urgent sur la « crise » en Afrique du Nord et ses conséquences pour la Suisse. Les déclarations de certains députés ont révélé une chose : à leurs yeux, la « crise » ne réside pas dans les changements encore en cours en Egypte et en Tunisie, la guerre civile qui a éclaté en Libye et le maintien au pouvoir de régimes despotiques et cleptocratiques dans nombre de pays arabes, du Maroc à l'Arabie saoudite. En effet, beaucoup de politiciens craignent surtout que les réfugiés nord-africains ne parviennent jusqu'en Suisse.

Dans un appel public lancé avec d'autres organismes – Solidarité sans frontières, Juristes démocrates de Suisse et Art et politique – le SOLIFONDS a dès lors protesté contre l'instrumentalisation du problème des réfugiés à des fins électoralistes. Voici ce que l'on pouvait notamment lire dans cet appel : « Si le Maghreb s'est enflammé ce printemps, il nous incombe avant tout et surtout d'aider à éteindre l'incendie. D'autant que nous avons nous-mêmes attisé le feu en soutenant pendant des années les dictatures nord-africaines. »

Les signataires ont clairement fait savoir qu'il serait honteux de priver de leurs droits fondamentaux, en matière économique, sociale et culturelle, des gens qui émigrent pour préserver leur vie et celle de leur famille. En l'espace de quatre jours, l'appel a été signé par plus de 8000 personnes et 80 organisations. Il a été remis aux parlementaires avant la tenue du débat urgent.

www.solidaritaets-petition.ch

SOLIFONDS
Quellenstrasse 25
Case postale
CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37
Fax 044 272 11 18
mail@solifonds.ch
www.solifonds.ch
CP 80-7761-7

Algérie – syndicats autonomes : des « citoyens journalistes » mobilisent la population



Alger, février 2011: la revendication des manifestations est on ne peut plus claire.

Photo: Reuters/Zohra Bensemra

Les « citoyens journalistes », ce sont des femmes et des hommes qui transmettent des informations sur les problèmes sociaux ou la répression policière dans leur village ou leur quartier, mais aussi sur les vastes grèves et les manifestations des mouvements sociaux. A l'aide d'un téléphone portable ou d'un ordinateur relié à Internet, ils communiquent avec le reste de l'Algérie et le monde entier.

Avec ces comptes rendus émanant de sources directes, les syndicats autonomes algériens entendent briser le monopole de l'Etat sur l'information diffusée par la télévision, la radio et une grande partie de la presse. « Dans les grandes villes du nord, sur la côte, nul n' imagine la misère qui règne dans le sud », rapporte une syndicaliste. Car c'est au sud, où l'on exploite pourtant le pétrole et le gaz qui font toute la richesse du pays, que la pauvreté prend des proportions affligeantes. « A l'inverse, les habitants du sud ignorent tout des grèves et des manifestations que ceux du nord organisent contre le régime », poursuit-elle.

Dans tout le pays, le climat est pourtant aussi tendu qu'en Tunisie et en Egypte avant le soulèvement populaire. Le gouvernement de Bouteflika et le commandement militaire sont aux abois. Surveillance étroite des mouvements sociaux, répression et octroi de quelques menues concessions matérielles et politiques : les tenants du pouvoir essaient de contenir la situation et d'imposer une « démocratisation » par le haut.

Au sein des mouvements sociaux, on sait pourtant que, comme dans les autres pays arabes, seule la disparition de l'ancien régime permettra d'instaurer la démocratie et la justice sociale. Il faut que le « pouvoir dégage » !

En Algérie, le mouvement populaire est emmené par les syndicats autonomes. Leur projet « citoyen journaliste » vise à offrir à un maximum d'Algériennes et d'Algériens, mais surtout aux habitants des bourgades et des villages reculés, la possibilité de diffuser des informations libres, et de contribuer ainsi à une large mobilisation de la population. Pour mener ce projet à bien, ils ont besoin de notre solidarité.

La politique économique aggrave les problèmes sociaux

Selon les prévisions de la Banque mondiale, la situation économique en Algérie ne va guère s'améliorer durant les années à venir. La faute en revient à la dépendance envers le pétrole et le gaz naturel, qui représentent 97% des exportations totales. Les prix de ces deux matières premières ayant atteint des sommets ces dernières années, le pays a certes pu afficher un bilan commercial positif, réduire ses dettes et constituer des réserves en devises. Des résultats fort réjouissants pour la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui avaient imposé un programme d'ajustement structurel à l'Algérie en 1995.

Suite aux privatisations prévues par ce programme, des milliers de personnes employées par les entreprises nationales ont cependant été licenciées. Or l'Etat n'a jusqu'ici guère consenti les investissements requis d'urgence afin de créer des emplois; il continue à placer l'argent dans l'économie pétrolière et quelques gros projets d'infrastructure. Malgré la croissance économique, la moitié des jeunes environ restent sans emploi. De plus, sur les 240 000 personnes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, seules environ 50 000 trouvent un poste.



Outre le chômage, le niveau des salaires – le salaire minimum équivaut à un peu plus de 200 francs et ne suffit en aucun cas pour vivre – la pénurie de logements et la dégradation des services de santé détériorent la situation de la population. Pendant ce temps, la corruption gangrène allègrement l'économie et l'Etat.

Il fut un temps où l'émigration vers l'Europe faisait office de soupape. Le durcissement continu de la politique migratoire des pays européens, dont la Suisse, et la surveillance militaire des frontières par Frontex ont cependant anéanti ce moyen de fuir la misère sociale. Tout ce qui reste désormais aux Algériennes et aux Algériens, c'est se résigner ou protester.

La résistance sociale prend corps

En 2010, le quotidien algérien *La Liberté* a fait état de 112 878 interventions destinées à rétablir l'ordre public. En d'autres termes, le pays a été chaque mois le théâtre de plusieurs milliers de manifestations ou troubles. Même en sachant que l'Algérie compte 35 millions d'habitants, ces chiffres donnent le vertige et témoignent du désespoir de la population.



Malgré la répression, la vague de protestation enfle dans tout le pays.

Photo: Reuters/Zohra Bensemra

Pourquoi n'assiste-t-on pas en Algérie à un soulèvement capable de balayer le régime en place, comme en Tunisie voisine? La chose s'explique pour diverses raisons. Le parti gouvernemental s'attribue la victoire de la guerre d'indépendance et donc le prestige d'avoir triomphé de la puissance coloniale. Une partie de la population ne voit de toute évidence pas en Bouteflika, le président algérien, un tyran cruel, comme ce fut le cas de Ben Ali en Tunisie ou de Moubarak en Egypte. Le pays se ressent encore de la «décennie noire», celle des années 1990, qui fut marquée par la lutte contre des groupes islamistes et s'est soldée par 150 000 morts et 10 000 disparus. L'ex-président de la Ligue algérienne des droits de l'homme constate enfin qu'il existe certes d'innombrables mouvements de révolte, mais que ceux-ci n'ont toujours pas abouti à un soulèvement national... notamment en raison d'une répression massive.

Contestation étouffée dans l'œuf

A la fois militaire et politique, le régime algérien réprime rapidement et brutalement toute manifestation publique. Le 12 février, 3000 manifestants se sont ainsi retrouvés face à 30 000 membres des forces de l'ordre, qui n'ont pas hésité longtemps avant de disperser le rassemblement.

Pendant ce temps, la morosité gagne du terrain. En mars, les employés de la société pétrolière nationale Sonatrach ont entamé une grève de la faim, les cheminots ont également débrayé et les chômeurs se mobilisent à travers tout le pays. Mais le pouvoir criminalise même la distribution de tracts: la jeune chômeuse Touat Dalila a été arrêtée parce qu'elle distribuait des papillons appelant à une manifestation. Par ailleurs, les membres du comité de chômeurs de Dar el Beida ont été attaqués par des brutes et sévèrement battus, certains même gravement blessés, sous le regard impassible des forces de sécurité. Des enseignants descendus dans la rue ont subi à peu près le même sort. Malgré tout, emmenés par leur Coordination nationale autonome, les étudiants ne cessent d'organiser des sit-in, des grèves et des manifestations. Alors que le mécontentement social ne cesse d'enfler, le gouvernement campe pourtant sur ses positions.

Les mêmes droits pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs ! »

Juin prochain fera date dans l'histoire des employées de maison : l'Organisation internationale du travail (OIT) examinera en dernière lecture la convention sur le travail domestique. Si elle est adoptée, des millions de ces employées dans le monde entier seront enfin reconnues comme des travailleuses à part entière et leurs droits seront définis. Il y a des années que des syndicats d'employées de maison se battent pour une telle convention. Parmi eux figurent le syndicat sud-africain des employées de



A Hongkong, des employées de maison manifestent pour leurs droits.

Photo: www.domesticworkerrights.org

dans des ménages privés. La plupart d'entre elles sont des femmes et des jeunes filles, le travail des mineures étant chose courante. Les employées de maison sont souvent des migrantes : certaines ont quitté la campagne pour la ville, d'autres sont parties chercher du travail dans un autre pays. Elles ont cependant toutes un point en commun : le travail domestique constitue l'une des rares options dont elles disposent pour se nourrir et nourrir leur famille. Si elles émigrent, c'est souvent à cause de la pauvreté et du chômage, autrement dit les conséquences de la libéralisation des marchés, des mesures d'ajustement structurel, de l'anéantissement de la production agricole locale et des crises économiques.

Travaillant dans le secteur informel, les employées de maison risquent davantage d'être exploitées. Elles vivent souvent chez leurs employeurs, doivent être disponibles 24 heures sur 24, reçoivent un salaire de misère et sont souvent victimes d'humiliations, voire d'abus. Elles trouvent parfois leur poste par le biais d'agences qui facturent souvent des frais excessifs pour un placement. Désirant malgré tout trouver un emploi, les femmes s'endettent et se retrouvent à la merci de l'agence. Dans certains pays, le permis de travail est en outre associé à un employeur précis. Ainsi les employées de maison ne peuvent pas changer de poste, même si leurs conditions de travail s'avèrent abusives. Vu leur isolement et leur méconnaissance de la langue, elles peinent le plus souvent à trouver de l'aide.

Raison de plus pour que les employées de maison soient enfin reconnues et bénéficient des mêmes droits que les travailleuses et les travailleurs du secteur formel. Si une convention a été élaborée pour réglementer leur activité, on le doit à la persévérance de leurs syndicats. L'adoption de la convention, en juin prochain, constituera un grand pas en avant. Il faudra ensuite passer à l'application pratique.

Le succès des tailleurs chinois de pierres précieuses

En mars dernier, la compagnie hong-kongaise Lucky Gems s'est pour la seconde fois vu refuser la participation au Salon mondial de l'horlogerie et de la bijouterie (Baselworld), à Bâle. C'est là l'aboutissement d'une campagne menée depuis des années par la Labour Action China (LAC) avec l'appui du SOLIFONDS et d'Unia. L'organisation de défense du droit du travail a persisté à rappeler que, faute d'une protection adéquate, les tailleurs chinois de pierres précieuses développent fréquemment la silicose, une maladie mortelle des poumons. Condamnée par les tribunaux chinois à verser des indemnités, Lucky Gems a tout fait pour éviter de les payer. Ce n'est que lorsqu'elle a été mise sous pression – outre Baselworld, elle a également été exclue d'une foire renommée à Hongkong – qu'elle a fini, avec beaucoup de retard, par verser les indemnités dues à six ouvriers malades. N'ayant pu prouver qu'elle a amélioré ses conditions de travail, la compagnie n'a pas été admise à Bâle cette année non plus. Lucky Gems refuse de plus de reconnaître que nombre d'autres ouvriers et ouvrières sont atteints de silicose. Leurs cas furent dès lors au cœur de l'entretien que la délégation de la LAC, accompagnée par le SOLIFONDS et Unia, a eu en mars avec les responsables de Baselworld. Selon la LAC, la réadmission de Lucky Gems devrait être liée au règlement collectif de tous ces autres cas de silicose. Les trois organisations ont par ailleurs appelé Baselworld à demander à tous les exposants de prouver qu'ils appliquent une politique sociale de l'emploi.

Edition : « Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

La fondation est soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), solidar/OSEO et les cofondateurs : Afrika-Komitee, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua – El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie.

Rédaction : Urs Sekinger,
Yvonne Zimmermann

Traduction : Milena Hrdina, Moutier

Impression : printoset, Zurich